

CRISE SANITAIRE, CRISE ECONOMIQUE et SORTIE DE CRISE, du point de vue d'une monnaie locale.

Ce ne sera pas une crise économique comme en 1929 ou financière comme en 2008.

Dans une économie de marché, l'on ne peut qu'utiliser une approche très classique en termes d'offre et de demande. Cela ne signifie pas que les qualités et quantités de produits offerts soient tous décidés par les seules entreprises, dans le cadre de la concurrence « libre et non faussée » puisque les pouvoirs publics interviennent largement à coup de réglementation et de fiscalisation, et pas seulement pour veiller à maintenir un maximum de concurrence.

A ce titre, comme l'affirme l'économiste Daniel COHEN (la Monde du 3/04/20, page 24), la crise économique provoquée par le « choc extérieur » du coronavirus, est différente des celles de 1929 ou de 2008 ; En 1929, on produisait trop, en 2008, on manquait de monnaie et de crédits avec l'épisode des emprunts toxiques (subprimes) ; aujourd'hui, du fait du confinement, on ne produit pas suffisamment, donc aussi moins de revenus, d'où les prévisions de décroissance du PBI annoncées (- 8°% au moins).

Le plan d'urgence du gouvernement vise à soutenir financièrement tous ceux qui sont privés de revenus (salariés au chômage partiel, entreprises fermées, indépendants, etc, ... Donc, l'Etat distribue de la monnaie qu'il n'a pas (déficit annuel d'environ 90 milliards €/an, global de 2000 mil € depuis 25 ans) pour maintenir les échanges des produits de première nécessité, des carburants jusqu'au pain quotidien. 110 milliards € pour l'instant, c'est 1 640 €/français, ni trop (risque d'inflation), ni trop peu (éviter que ces producteurs fassent faillite).

Il ne s'agit pas encore de plan de relance, par contre il est également nécessaire d'éviter la faillite des entreprises qui ne produisent plus depuis quelques semaines, dont nous aurons besoin à la fin de la crise sanitaire.

La vraie difficulté de ce type de soutien à l'économie, c'est de faire en sorte que l'argent aille là où il est vraiment utile, grâce aux déclarations de TVA et de charges sociales et au prélèvement à la source.

Comme dans toute crise (du grec « tamis » pour trier, séparer), l'après crise sera différent.

Du point de vue des tenants d'une monnaie locale, on ne peut que souhaiter que ce soutien direct aille aux entreprises locales, respectueuses de l'environnement, sociales et solidaires, ... mais l'Etat ne peut laisser disparaître toutes les autres. Il s'agira à la fin du confinement de relancer le cycle production-distribution-consommation, qu'il s'agisse juste du nécessaire ou du superflu; cela, c'est à chacun

d'en décider dans une économie de marché (dans une économie planifiée, le choix serait fait par les apparatchiks du parti unique).

Toujours du point de vue des objectifs avancés par les monnaies locales, on peut avancer que cette crise sanitaire peut apporter deux éléments qui vont dans la bonne direction sur le plan économique :

- 1) **La démondialisation** : La rapide propagation du virus a suivi les grands flux humains de la mondialisation ; cette dernière a aussi montré la dépendance de notre système de santé à l'organisation des chaînes de valeurs à l'échelle mondiale (produire industriellement chaque pièce, chaque ingrédient là où cela coûte le moins cher). On peut espérer une certaine relocalisation.
- 2) **Le retour des circuits courts, des saisonnalités, de la sobriété économique** (heureuse...), de la croissance limitée ou stoppée.
L'interdépendance extrême de tous les acteurs économiques apparaît pour ce qu'elle est : 40 % des activités à l'arrêt et c'est le risque que tout s'arrête. Une monnaie locale cherche justement à créer ou recréer des filières de production-distribution-consommation de taille réduite, quitte à provoquer une certaine limitation volontaire.
- 3) **Le retour de l'Etat protecteur et stratège** : On peut y ajouter ce troisième effet plutôt bénéfique, même si le caractère frondeur des Français peut y trouver à redire. L'Etat va essayer de recoudre le tissu économique. Va-t'il en profiter pour réorienter l'économie vers les objectifs de la COOP 21, pour renforcer le secteur industriel national, pour limiter nos dépendances technologiques, pour pousser l'agriculture vers la demande interne en produits biologiques plutôt que l'exportation ? tout cela accompagné d'un changement de paradigme en matière sociale (revenu universel inconditionnel) plutôt que le retour des recettes du siècle passé (nationalisation et contrôle administratif total) ? Cela est énoncé, mais l'ADN de ce gouvernement n'y est guère préparé.

Les monnaies locales sont encore insignifiantes pour pouvoir jouer un rôle dans l'après crise.

En sortie de crise, avec la remise en route de l'économie, la BCE pourra venir en soutien aux Etats, en rachetant une partie de leurs dettes et en maintenant des taux d'intérêt faibles, comme il le fait déjà depuis la crise de 2008.

Les sommes en jeu vont atteindre des centaines de milliards €, alors que l'ensemble (82) des monnaies locales brassent à ce jour environ 3,3 millions € en France, soit 5 cts /français ou 110 € /an/adhérent à une monnaie locale.

Données chiffrées dans une étude de 2020 :

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02535862>

Pour ce qui est de retrouver un nouvel équilibre monétaire et financier, les possibilités sont au nombre de 4 :

- 1) Toute la monnaie distribuée pendant le confinement sans qu'il y ait des richesses produites donne très vite lieu à un rattrapage de consommation de biens et de services supplémentaires, grâce à du travail et des investissements en nombre.
- 2) Une grande partie de cette monnaie n'aboutit pas à des produits supplémentaires(épargne, spéculation,...) et c'est l'inflation par les prix qui rétablit l'équilibre.
- 3) Ce qui s'ajoute toujours aux deux premiers effets: les Etats finissent pas récupérer une partie de la monnaie distribuée avec les impôts et les taxes.
- 4) Et enfin, une solution totalement écartée actuellement par Mme Lagarde, présidente de la BCE, le simple effacement d'une partie des dettes des Etats, solution portant utilisée pour partie à la sortie de la 2 ème GM, sans parler du plan Marshal (redistribuer gracieusement des billes pour pouvoir continuer à jouer).

Gérard Straumann, Monnaie locale La Graine- Montpellier et l'Hérault, 19/04/2020